

Oeconomia Humana

Édition spéciale Commerce Équitable, novembre 2007

Éditorial, Corinne Gendron, Titulaire de la Chaire de Responsabilité Sociale et de Développement Durable et Julien Boucher, rédacteur en chef.

Après une naissance prometteuse et une adolescence tumultueuse, quel avenir pour le commerce équitable?

Chers lecteurs, Chères lectrices,

Pour cette édition spéciale sur le commerce équitable, nous avons donné carte blanche à nos 7 collaborateurs travaillant sur le sujet. Il en résulte une édition riche et diversifiée où se côtoient conclusions de recherche, expériences de terrains, analyses théoriques et quelques prises de position qui méritent d'être connues!!

Bonne lecture à tous et à toutes!

Le Commerce équitable. De plus en plus de gens connaissent cette expression dont la notoriété atteint les 80% dans certains milieux. Mais cela ne signifie pas que tous soient en mesure de le définir, ni de distinguer les différents logos qui prétendent attester de la qualité sociale ou environnementale des produits. D'ailleurs, le commerce équitable est plus large que le système codifié qui prétend en capter l'essence; c'est d'abord un mouvement social qui revendique, depuis plusieurs décennies déjà, des échanges économiques plus justes entre le Nord et le Sud. Ce mouvement s'appuie sur l'idée que la pauvreté des pays dits sous-développés ne repose pas tant sur un retard de développement qu'elle résulte de modalités commerciales désavantageuses fixées par les partenaires du Nord : les termes de l'échange. Plus concrètement, le commerce équitable c'est aussi les deux systèmes qui se sont progressivement institutionnalisés au cours des dernières années pour proposer un marché alternatif régulé en fonction d'autres principes et d'autres acteurs que le commerce traditionnel : la filière intégrée et la filière labellisée du commerce équitable. L'une et l'autre reposent sur des ONG qui organisent le circuit commercial tout comme elles attestent des caractéristiques équitables des produits;

mais ceci se fait à travers une distribution spécialisée et étanche dans la filière intégrée, alors que le magasin où sont offerts les produits est garant de leur qualité équitable, tandis que c'est le logo qui offre cette garantie au sein de la filière labellisée où les produits équitables s'immiscent jusque sur les tablettes de la grande distribution et même parmi la gamme de produits offerte par les grandes entreprises traditionnelles de l'alimentation. Enfin, le commerce équitable c'est une idéologie selon laquelle le commerce et l'économie en général peuvent être mises au service du progrès social, de l'équité et des valeurs de solidarité entre les peuples et les individus. Dans cette perspective, le commerce équitable s'intègre à la grande famille de l'économie sociale et aux différentes formes de consommation responsable ou éthiques.

Bref, le commerce équitable, c'est beaucoup plus qu'un logo, même si on l'y réduit parfois. Mais le logo porte néanmoins tout le questionnement et les ambitions qui habitent le mouvement du commerce équitable à propos d'un système commercial qui semble reproduire, sous le couvert d'une rationalité économique, des rapports de domination issus d'une autre époque.

Si le commerce équitable a connu son véritable essor il y a à peine une quinzaine d'année, il s'est construit à partir d'expériences plus anciennes qui avaient toutes pour ambition de proposer un commerce alternatif, qu'il s'agisse d'un commerce fonctionnant sur d'autres bases que le commerce international traditionnel, ou d'un commerce porteur de finalités sociales, politiques ou philanthropiques. Trois évolutions marqueront la transition de ces premières expériences vers le commerce équitable tel que nous le connaissons aujourd'hui. D'une part, les boutiques tiers monde se modernisent en réponse à l'arrivée de nouveaux joueurs commerciaux (tels que Pier 1 Imports) et pour maintenir l'intérêt d'acheteurs dont le pouvoir d'achat diminue. D'autre part, ces boutiques offrent peu à peu des produits alimentaires, afin de ne pas être confinées à un marché artisanal de plus en plus précaire. Mais c'est tout spécialement l'arrivée de la certification avec le logo Max Havelaar, qui, en ouvrant les portes de la grande distribution, marquera le nouvel âge de ce commerce alternatif : le commerce équitable.

L'association Max Havelaar et le logo du même nom ont été créés en 1988 par Nico Roozen et le père van der Hoff suite à deux ans de réflexion entre une communauté de producteurs du Chiapas au Mexique et l'ONG néerlandaise Solidaridad qui les assistait déjà pour commercialiser leur café dans les magasins du monde. Dès le départ, l'ambition des deux fondateurs était de s'affranchir des magasins du monde pour offrir le café des producteurs à travers la grande distribution et ainsi augmenter le volume des ventes, et donc les revenus et les conditions de vie des producteurs. Ils jonglèrent tout d'abord avec l'idée de créer une marque, mais renoncèrent rapidement devant les risques financiers et leur manque d'expertise en matière de commercialisation. C'est ainsi que les fondateurs retinrent plutôt l'idée d'un label reposant sur des critères ainsi qu'un processus de certification externe, ce qui allait ouvrir la voie à une diffusion exceptionnellement rapide de ce qui correspond à une véritable innovation sociale.

En peu de temps, non seulement plusieurs cafés furent labellisés, mais d'autres initiatives de labellisation virent le jour telles que Transfair ou Fairtrade. Si bien qu'en 1997, il n'existe pas moins de dix-sept initiatives nationales

de labellisation qui se regroupèrent sous une organisation commune : Fair Trade Labelling Organisations-International (FLO).

Ainsi, la labellisation a véritablement ouvert une nouvelle ère pour un mouvement qui a résolument quitté la marginalité en s'adressant au consommateur « ordinaire » dans ses lieux d'achats traditionnels; mais la filière dite « intégrée » caractérisée par un réseau de distribution qui lui est propre n'a pas cessé d'exister pour autant, et même si elle peut sembler secondaire aux côtés d'une filière labellisée dont les volumes de vente ne cessent de s'accroître, elle est souvent présentée comme incarnant de façon plus essentielle et définitive le caractère alternatif du commerce équitable. Si bien qu'aujourd'hui, le commerce équitable se décline en deux filières de commercialisation portées par des institutions distinctes : IFAT, EFTA NEWS! du côté de la filière intégrée; Tranfair, Max Havelaar, et une multitude d'initiatives nationales regroupée dans la FLO du côté de la filière labellisée. Depuis 1998, les deux filières se trouvent rassemblées dans un réseau informel dont l'acronyme reprend la première lettre des quatre principales organisations FLO, IFAT, NEWS! et EFTA : le réseau FINE, et au sein duquel se sont entendus en 2001 sur une définition commune du commerce équitable comme système commercial alternatif.

Fort de ces principes et de son projet de réforme des règles du commerce international traditionnel, le commerce équitable s'est posé, ces dernières années, en véritable issue pour les populations marginalisées du Sud. Et ses promesses ont l'heure de toucher la fibre solidaire des consommateurs du Nord qui, après s'être sentis impuissants devant la misère du Tiers-monde, voient dans le commerce équitable un moyen commode de contribuer à leur échelle à un monde meilleur. C'est ainsi que le commerce équitable a connu un développement fulgurant au cours des dernières années. Simultanément à cet engouement, le commerce équitable a commencé à faire l'objet de critiques. On lui reproche tout d'abord d'exagérer ses impacts positifs soit parce que le nombre de communautés qui en bénéficient demeure marginal par rapport aux conditions de vie qui caractérisent la majorité des pays du Sud, ou parce que ses critères et leur application laissent en plan de nombreux enjeux de développement; on lui reproche également de reproduire, sous des prétextes de partenariat, un modèle de coopération dépassé où le Nord nourrit envers le Sud une re-

lation de dépendance. On critique aussi le fait que des ONG non imputables et parfois peu transparentes se soit auto-proclamées garantes du caractère équitable des relations commerciales internationales. Enfin, l'incursion du commerce équitable suscite des questionnements qui traversent le mouvement lui-même alors qu'on s'interroge sur la capacité du mouvement équitable de demeurer « pur » dans ses valeurs tout en frayant avec « l'ennemi », c'est-à-dire les grandes entreprises qu'il s'attache pourtant à dénoncer en mettant en cause l'inéquité intrinsèque du système commercial international traditionnel.

Bref, si le commerce équitable a plus que jamais le vent dans les voiles au chapitre de la notoriété et de la progression des ventes au Nord, mais aussi du nombre d'acteurs du Sud qui se joignent au mouvement, il n'a jamais été aussi fragile dans son essence et la formulation de son projet de commerce alternatif. Le mouvement est ainsi traversé par des questionnements fondamentaux qui déchirent les organisations sur lesquelles il s'appuie, et cela à l'heure même où il commence à être institutionnalisé par les gouvernements et reconnu par les grandes organisations internationales. Il faut donc se demander comment faire pour que le commerce équitable réponde à sa triple ambition de soutien aux producteurs du Sud, de réforme du système commercial international et d'information du consommateur; bref, comment le commerce équitable peut-il s'inscrire dans le cadre des nouvelles régulations nécessitées par les défis que posent la mondialisation et la problématique environnementale, et participer à une nouvelle gouvernance aux échelles locale et globale.

Ce numéro spécial de notre bulletin vise à mettre en lumière certains des questionnements qui traversent actuellement le mouvement équitable pour alimenter la réflexion sur ses renouvellements possibles. Dans un premier article intitulé *Bâtir un « autre » marché : le défi du commerce équitable* (page 5), Julie Lafourture discute de l'incursion des produits équitables dans les enseignes de grande distribution et sur les risques qu'entraîne cette incursion sur le projet de construire un nouveau marché. La question de la stratégie des acteurs du CÉ est ici centrale et l'auteure s'interroge : « Les principaux acteurs du mouvement ne devraient-ils pas d'abord siéger autour d'une même table, afin de définir une planification stratégique claire, concrète, selon

laquelle chacun s'engagerait à un plan d'action commun, reflétant une seule et même logique de développement? ». Finalement l'auteure s'inquiète du paradoxe du mouvement équitable : perdurer, s'imposer et progresser sans pour autant s'approprier la logique du marché conventionnel.

Le second article, *Des producteurs propriétaires d'une société de commercialisation; quand le rêve, devient réalité !* (page 6), signé par Caroline Mailloux est un extrait de son journal ethnographique et nous renvoie à la réalité d'une communauté indienne. Caroline nous y décrit comment les 250 fermiers d'Asifabad, faisant parti du projet Organic Cotton Program in India, ont pris en main leur destin en élisant leurs représentants au sein du MACS (Mutual Aided Cooperative Society), qui, avec les autres MACS des autres districts, formera bientôt Chetna Organic, la société de commercialisation du coton bio et équitable. Initialement mené par des ONG nationales et internationales, le projet est donc en passe de revenir entre les mains des producteurs. Le tableau n'est cependant pas tout rose : l'auteure nous apprend ainsi que les personnes élues lors de cette réunion appartiennent pour la plupart aux élites locales et que les nouveaux propriétaires ne se doutent pas encore du défi qui les attend. Les ONG avaient déjà du mal à gérer cette structure malgré leur expérience et le personnel de terrain sera réduit du tiers prochainement...on peut craindre que la transition soit difficile.

Dans une lettre, Chantal Hervieux nous offre son opinion sur *Ce commerce qui se dit équitable* (page 10). Elle analyse les objectifs du commerce équitable et la diversité des stratégies utilisées pour constater qu' « Il apparaît aujourd'hui que le commerce équitable n'est pas un mouvement uni, mais bien des mouvements qui se revendiquent du commerce équitable ». L'auteure insiste sur les oppositions parfois néfastes entre les acteurs et sur la perte de crédibilité qui en résulte. Elle fait finalement part de sa tristesse pour tous les acteurs qui, de manière plus ou moins isolée, essayent de faire bouger les choses.

La contribution de Véronique Bisaillon, *Commerce Équitable et Développement durable* (page 11), consiste quant à elle en un bref résumé de son mémoire de maîtrise déposé il y a peu de temps. Ce dernier consiste en « l'étude

des contributions et des limites du commerce équitable au développement durable», concernant notamment la formalisation des principes du commerce équitable et l'opérationnalisation de ces mêmes principes. Concernant le premier volet de ses recherches, l'auteure note un « point de tension majeur » entre les principes du développement de Rio et ceux du commerce équitable, les premiers estimant le commerce équitable et le système commercial international comme un système immuable tandis que le commerce équitable tend clairement vers la transformation des règles du commerce international : « D'un point de vue théorique, le commerce équitable envisage donc l'économie comme devant être au service de l'humain, élément qui n'est pas clairement exprimé dans les principes de Rio ». Au niveau de l'opérationnalisation des principes du commerce équitable, le constat n'est pas très enjôleur non plus : « les impacts du commerce équitable sur le terrain en termes de développement sont souvent subtils et discrets ».

Le cinquième article que nous propose Alice Friiser, *Bio, équitable... Qu'est-ce que ça change ?* (page 13), se penche sur les rapports entre le commerce biologique et le commerce équitable. S'inspirant du cas de Babhudaï, un fermier du projet Agrocel Pure and Fair Cotton Growers'Association, elle nous explique comment l'insertion dans des réseaux commerciaux alternatifs peuvent améliorer les conditions de vie des producteurs du Sud. L'auteure aborde également les problématiques de la production de coton à l'échelle globale (surproduction, baisse des prix, augmentation des coûts et utilisation massive des pesticides), ainsi que les problèmes spécifiques de l'Inde post-partition : « Malgré un climat propice au syndicalisme consécutif à son indépendance, l'Inde souffre d'un manque de cohésion sociale et de la pérennité du système de castes. Nombreux sont ceux qui acceptent leur condition sans broncher, se méfient des castes différentes de la leur, ou qui pensent que les mouvements sociaux sont élitistes. Sans oublier que la majorité de la population est illétrée et n'a pas conscience des droits et des choix dont elle dispose ». L'auteure nous parle finalement de l'impact du bio, supérieur à celui de l'équitable qui n'est cependant pas en reste avec, notamment, la prime au développement reversé à la communauté. Cependant, elle insiste sur le fait que les fermiers ne se sentent pas vraiment impliqués dans un mouvement

global équitable ou bio. Pour eux, c'est bel et bien Agrocel qui est le moteur du changement. Avec son article *El comercio justo: no hay mal que por bien no venga* (page 17), Ana Isabel Otero revient sur les principales critiques du mouvement équitable. L'auteure affirme qu'au-delà des « bonnes intentions » du commerce équitable, il n'a pas réussi à remplir ses objectifs de justice dans le système commercial et de développement. L'argument présenté ici brièvement est qu'avec l'entrée dans la grande distribution, la filière labelisée du commerce équitable a mis l'emphasis sur la création d'un système de garantie pour le consommateur, tout en négligeant la place des producteurs. Toutefois, les difficultés rencontrées par les producteurs dans ce système les ont encouragés à créer leur propre système régional de commerce équitable. Cela leur permet aujourd'hui de reprendre un peu plus le contrôle de leur propre avenir et d'améliorer leur capacité d'organisation.

Enfin, un dernier article intitulé *Il faut en parler... (page 19)*, signé par Julien Boucher, vient clôturer notre numéro spécial. L'auteur y relate sa visite dans le district de Vidarbha, dans lequel de très nombreux cultivateurs de coton en arrivent à se suicider, incapable de rembourser leurs dettes. L'article débute dans le train qui le mène d'Indore, à Nagpur, capitale de Vidarbha, et propose un bilan des deux derniers mois de recherche qu'il vient de passer en Inde et comment, au fil d'une lecture quotidienne des journaux, il en est venu à contacter l'homme qui s'occupe de représenter les fermiers du district en crise. Il raconte sa rencontre avec lui ainsi qu'avec un de ses amis journaliste qui suivent les fermiers depuis plusieurs années et s'interroge : comment, à 400 Km de distance, peut-il exister des disparités inouïes entre les conditions de vie des fermiers ? Le projet qu'il a étudié pour son mémoire de maîtrise et où s'observent d'excellentes conditions n'est-il finalement qu'un coup de chance, un arrangement de certaines conditions ayant mené à cette réussite ? Face à ce drame humain et agricole, quel impact aurait le commerce équitable s'il pouvait être étendu à toute la production ?

Cette édition spéciale se veut riche et diversifiée à l'image des différents acteurs impliqués dans le mouvement équitable mais aussi de nos collègues qui les ont étudiés. Nous espérons que vous aurez autant de plaisir à lire ces quelques pages que nous en avons eu à les rédiger !

Bâtir un « autre » marché : le défi du commerce équitable

*Par Julie Lafortune,
Candidate au MBA recherche, adjointe de recherche à la CRSDD.*

Il y a un peu plus d'un an, des produits équitables faisaient leur entrée chez le géant Wal-Mart, suivant ainsi la vague européenne de l'insertion de produits équitables chez les grands distributeurs, notamment chez Carrefour, en France et chez *Tesco*, en Angleterre.

Or, nombreux sont ceux qui rappellent que le commerce équitable se veut être un marché différent, qui s'inscrit dans une logique d'économie sociale et solidaire, et non une simple niche de marché supplémentaire. Mais l'intégration de grandes entreprises au sein du commerce équitable n'est pas rare, et souvent controversée. À titre d'exemple, rappelons la mise en marché par Nestlé, d'un café équitable, le *Partners Blend*, en Angleterre, en 2005. Un événement ayant causé tout un tollé, Nestlé étant accusé depuis déjà longtemps de pratiques corporatives douteuses, notamment en ce qui a trait au lait maternisé en Afrique.

Mais selon M. Dario Iezzoli, Directeur général du commerce équitable chez Oxfam-Québec, « Si on ne les [grandes entreprises] embarque pas dans le système équitable, certifié, contrôlé, avec un cahier de charge précis, ils [iront] chercher une norme encore moins contraignante, ce qui va diluer la notion de commerce équitable. Donc, c'est un peu le dilemme du prisonnier, ce qu'on appelle en anglais le « catch 22 ». On ne peut pas s'en sortir.¹ »

En contrepartie, M. Iezzoli rappelle que les acteurs du commerce équitable ont pour objectif de bâtir un « autre » marché, et que cela prendra du temps. Le commerce équitable exige une vision à long terme, et non pas l'obtention de résultats immédiats, tel que l'exige la logique de rentabilité financière de la grande entreprise. Par conséquent, le succès du commerce équitable passe, selon lui, à la fois par la promotion de la consommation responsable, par l'intervention des gouvernements au niveau national, et non pas simplement par l'intégration de grands joueurs au sein du mouvement. Deux conditions essentielles certes, mais la problématique ne se situe-t-elle pas au-delà de ces préoccupations?

En effet, si l'on aspire réellement à faire du commerce équitable un « autre » marché, les principaux acteurs du mouvement ne devraient-ils pas d'abord siéger autour d'une même table, afin de définir une planification stratégique claire, concrète, selon laquelle chacun s'engagerait à un plan d'action commun, reflétant une seule et même logique de développement? Or, parallèlement à l'accroissement de sa popularité, le commerce équitable soulève d'importants débats. Non seulement sur la place publique, mais également au sein même du mouvement. En effet, il existe des divergences d'opinion marquées en ce qui a trait aux fondements et aux principes de fonctionnement mêmes du commerce équitable, et ce, notamment au niveau des rapports qu'entretient celui-ci avec les acteurs du commerce international conventionnel. Si l'ensemble des acteurs ne se concertent pas quant à la logique d'action, comment le mouvement sera-t-il en mesure de parvenir un jour à bâtir un « autre » marché?

Ainsi, il est nécessaire qu'une planification stratégique concrète et réaliste soit élaborée et mise sur pied, afin de permettre au mouvement d'atteindre ses objectifs. Et quoique pour certains acteurs du commerce équitable l'intégration de la grande entreprise au sein du mouvement soit inadmissible, il m'apparaît nécessaire de se questionner quant à la place et au rôle de cet acteur, puisque déjà, il semble s'imposer. De plus, si l'on désire réellement bâtir un « autre » marché, il sera inévitable de passer de la distribution alternative et la grande distribution. Ainsi, cela implique de planifier l'évolution de la croissance du commerce équitable, en évitant de mimer les stratégies du commerce international conventionnel et ainsi reproduire, dans une moindre mesure, les mêmes logiques...

¹<http://www.radio-canada.ca/radio/indicatifpresent/chroniques/74420.shtml> 16 juin 2006

Des producteurs propriétaires d'une société de commercialisation; quand le rêve, devient réalité !

*Par Caroline Mailloux,
candidate à la Maîtrise en sciences de l'Environnement, adjointe
de recherche à la CRSDD.*

Asifabad, Andhra Pradesh, 7 novembre 2006

Je suis arrivée à 11h30, l'heure à laquelle la réunion devait commencer. Je n'étais pas étonnée de voir que j'étais l'une des premières arrivées. Quelques hommes montaient le grand chapiteau sous lequel 250 producteurs de coton allaient se trouver quelques heures plus tard afin de former le premier MACS (Mutual Aided Cooperative Society). À l'extrême du terrain, un groupe de femme préparait la nourriture, des odeurs de curry embaumait l'air. Tranquille, des rickshaws surpeuplés affluèrent, quelques charrettes tirées par des bœufs aux cornes peintes en bleu les suivirent. Même le véhicule d'urgence servait aujourd'hui aux transports des agriculteurs. Comme me l'explique Suleman Khan, coordinateur de projet chez ETC Consultant Private Ltd (ETC), rassembler les 270 membres de l'Organic Cotton Growers Association (OCRA) de la région d'Asifabad est un réel défi. Ils proviennent de 16 villages, les plus éloignés se retrouvent à 47 kilomètres de distance. La majorité d'entre eux ne possèdent aucun moyen de déplacement. Il faudra être patient ajoute-t-il, car la réunion ne commencera véritablement que dans 3 ou 4 heures. Voilà approximativement le temps que j'ai mis pour comprendre l'organigramme du projet Solidaridad-ETC Organic Cotton Program in India.

L'Organic Cotton Program in India est une initiative de Solidaridad¹, une organisation néerlandaise de développement impliquée en commerce équitable. En 2003, Solidaridad a décidé d'investir dans un projet de coton biologique et équitable en Inde. L'objectif était de créer une chaîne de coton entièrement responsable, de la production à la confection, destinée aux grandes marques de l'industrie de la mode. Dès lors, il mandate ETC Consultant Private Ltd

(ETC), une boîte d'expert-conseil en agriculture durable qui a plus de 20 ans d'expérience sur le terrain en Inde pour la mise en œuvre du projet au niveau agricole. ETC a toujours favorisé une approche très participative visant l'autonomisation des producteurs et cela n'est pas sans avoir influencé le choix de Solidaridad qui à travers ce projet souhaitait établir une société privée détenue par les producteurs. Selon ce projet, les producteurs de coton, regroupés au sein de l'Organic Cotton Growers Association, deviendront les propriétaires d'une compagnie privée pour laquelle ils devront assurer le fonctionnement avant janvier 2008. Le rôle de Solidaridad, d'ETC et des 7 ONG nationales² qui travaillent au niveau local est de rendre ces derniers autonomes dans chacune des fonctions actuellement pris en charge par ETC³. Formellement, ce sont les producteurs regroupés au sein des MACS qui devront assurer ces nouvelles fonctions. Un MACS est une structure composée de 5 personnes⁴ représentant les producteurs d'une région. À titre d'exemple, à Asifabad, le MACS représentera les producteurs de 16 villages qui sont déjà divisés en 22 petits groupes de travail appelés Self Help Group (SHG).

Normalement, en janvier 2007, la compagnie sera officiellement enregistrée au nom de CHETNA ORGANIC. Actuellement les parts de la compagnie sont détenues par Solidaridad, ETC, et Rajlakshmi (principal acheteur de coton du projet Organic Cotton Program in India). À partir de janvier, ces parts seront revendues aux producteurs afin que ces derniers deviennent actionnaires majoritaires dans la compagnie.

Il est maintenant 14h30, 250 producteurs sont assis sous le chapiteau, les hommes occupent la droite alors que les femmes sont à gauche. La réunion commence par une longue cérémonie hindoue. Par la suite, les producteurs sont priés

de se réunir en Self Help Group. Chacun des 22 Self Help Group doit élire deux représentants. Ces 44 personnes sont alors invitées à venir à l'avant du chapiteau. Mahesh, Cluster Coordinator du projet dans la région d'Asifabad, explique ce qu'est un MACS et le rôle des 5 fonctions qui le composent⁵. Les 44 personnes qui sont à l'avant se divisent alors en 5 groupes, selon la fonction pour laquelle ils souhaitent se présenter. Pour chacune des fonctions du MAC les gens en course se présentent et expliquent rapidement pourquoi ils devraient être élus à ce poste. Bien que je ne comprenne rien, il est évident que certains ont beaucoup d'humour à entendre les gens dans la foule rire. Les élus sont alors choisis par vote à main levée. Un brouhaha général accompagne tout le processus, certaines personnes de la foule prennent également la parole. La fin approche lorsque Mahesh annonce au micro que des 5 postes du MACS, 2 doivent être remplies par des femmes. Puisque les deux fonctions restantes sont celui de secrétaire et de vice secrétaire, ces deux postes sont alors octroyés à des femmes.

Le MACS est maintenant formé. Il s'agit de poste non rémunéré, mais d'après Ramesh, Field coordinator, si le projet est bien géré, éventuellement ils réussiront à s'allouer un salaire. Après la réunion le repas a été servi. Au menu riz, curry de légume, curry de poulet et dhal, le tout à déguster avec les mains assis par terre.

Quelques semaines plus tard, je devais constater que les 5 personnes élues au sein du MAC sont déjà parmi les producteurs les plus impliqués dans le projet et ils occupent pour la plupart des rôles importants dans leur village respectif tel que chef, présidente du groupe de micro crédit ou propriétaire du magasin général. Comme quoi même derrière une structure à peu près démocratique, on se rend rapidement compte que tout le monde n'a pas eu une chance égale de faire parti du MAC.

Asifabad, Andhra Pradesh, 13 janvier 2007,

Aujourd'hui c'était un jour très important pour les producteurs de coton de Chetna Organic car ils recevaient leur premier chèque en tant que pro-

priétaire de la compagnie. Rajlakshmi, compagnie de textile, a redonné la moitié des actions qu'elle possédait aux producteurs. Normalement, les producteurs devraient acheter les actions, mais Rajat, directeur de Rajlakshmi, indique que c'est un cadeau du Nouvel An. Cette nouvelle acquisition fait grimper les actions détenues par les producteurs à 30%. C'est le début d'un grand rêve qui prend forme pour plusieurs producteurs.

Seront-ils capables de faire face à tout ce qui les attend ? Ont-ils vraiment compris que c'était à eux de prendre les décisions maintenant ? Savent-ils que la priorité de l'Organic Cotton Project in India est maintenant d'étendre le projet aux villages avoisinants et aux provinces voisines ? Est-ce qu'on les a prévenus que dès la semaine prochaine le personnel de terrain allait être coupé du tiers ? Ces changements récents ne sont pas sans soulever des tonnes de questions. Seul le temps pourra répondre à la majorité d'entre elles.

Quant à moi, je venais de comprendre que j'avais fait le tour du jardin. Comme tous les jours précédents je suis entrée à mon appartement en moto avec Ramesh (il habite juste à côté). Dernier regard sur le paysage, les villages et les visages qui m'entourent. Le soir même j'ai pris l'autobus pour Hyderabad. Une semaine plus tard, à Calcutta, une nouvelle réalité m'attendait, celle de l'industrie textile

¹Le projet est également appuyé financièrement par The International Christian Catholic Organization (ICCO)

² KRUSHI, CEC, PRIDS, KVAS, VOFA, BASIX, VELEGU

³Marketing, mise en réseau avec les acheteurs, formation technique en agriculture biologique, formations sociales, développement des infrastructures, contrôle comptable, gestion des certifications, coordination

⁴ Président, vice président, trésorier, secrétaire et vice secrétaire.

⁵Président, vice président, trésorier, secrétaire, vice-secrétaire

Sommet du millénaire de Montréal, du 8 au 9 novembre 2007

La titulaire de la Chaire, **Corinne Gendron**, sera paneliste sur une table ronde sur la responsabilité sociale corporative à laquelle participeront également David Green, le fondateur et directeur exécutif de *Project Impact* ainsi que Christopher Avery, le fondateur et directeur du Business and *Human Rights Resource Centre*.

Pour de plus amples informations:

<http://72.249.72.130/fr/programmation>



CONFÉRENCE
ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

3^e ÉDITION - DES OUTILS POUR AGIR

Co-présidée par Pierre Marc Johnson et Johanne Gélinas

Montréal, 27-28 novembre 2007

Pour de plus amples informations:
www.cedd.ca

«La responsabilité sociale des entreprises au cœur du développement dans les pays en émergence. Une utopie?»

Table ronde organisée par la CRSDD

**Quand? Jeudi 6 décembre.
De 19h00 à 21h00**

Où? Salle DS-R510

Conférenciers à confirmer.

Ce commerce qui se dit équitable.

Lettre d'opinion

*Par Chantal Hervieux,
candidate au doctorat en administration, adjointe de recherche à la
CRSDD.*

En tant que chercheure, j'étudie le commerce équitable depuis plusieurs années. Durant mes recherches j'ai lu de nombreux articles sur le sujet, mais j'ai aussi eu l'occasion de rencontrer des gens, au Nord et au Sud, des individus pour lesquels le commerce équitable est synonyme d'espoir et de respect des individus. Alors que les débats agitent les esprits au sujet du meilleur moyen de faire du commerce équitable, je pose aujourd'hui ces quelques lignes qui sont mes réflexions personnelles.

Notons tout d'abord une opposition toujours plus forte au sein des acteurs du mouvement : nombre d'entre eux clament haut et fort que leur initiative est la meilleure façon d'arriver aux objectifs du commerce équitable. Deux pôles s'opposent tout particulièrement dans ces débats. D'un côté, celui qui préconise une augmentation des parts de marché par l'utilisation des canaux classiques de la grande distribution et de l'autre, celui qui vise à changer la chaîne commerciale entière en favorisant un commerce équitable dans son ensemble; c'est-à-dire la mise en place d'un marché alternatif. Dans ce contexte, chacun défend sa stratégie et ce, parfois au détriment du commerce équitable. Il apparaît aujourd'hui de plus en plus clairement que le commerce équitable n'est pas *un* mouvement uni, mais bien *des* mouvements qui se revendiquent tous du commerce équitable. Les conséquences de cette controverse idéologique somme toute assez stérile sont importantes : la perte de légitimité et de crédibilité ainsi imposée au commerce équitable dans son ensemble est une entrave majeure à son développement. Or, à la base, ne travaillent-ils pas tous pour les

mêmes objectifs? Il faut aujourd'hui reconnaître qu'il existe différents moyens de concrétiser les ambitions du mouvement équitable et que ce qui constitue la base fondamentale de ce même mouvement, sont des gens qui construisent des relations de confiance afin de faire du commerce un moyen d'échange avant tout social et par après seulement, économique.

Au delà de ces discours, il existe un réel commerce qui cherche à être équitable. Pour avoir côtoyé ces gens, je peux aujourd'hui dire que le commerce équitable aura permis à certains de renforcer l'estime qu'ils ont d'eux même et de croire en la possibilité d'un échange plus juste; et ce autant au Nord qu'au Sud. Ces acteurs qui choisissent la voie du commerce équitable le font souvent par la recherche de cohérence entre leurs choix et les impacts de ceux-ci sur leurs partenaires. Ces gens ont bien compris que le commerce équitable n'est pas la panacée, mais ce qui les guide est la avant tout vision portée par le commerce équitable. Et quelle est cette vision? Ne serait-elle pas celle d'un monde où les échanges se font d'abord sur la base de leur contenu social? Une vision du commerce qui permet de replacer les hommes et les femmes au cœur des échanges qu'ils effectuent entre eux? Le commerce équitable tel qu'il est aujourd'hui est encore bien loin de cet idéal, mais il faut croire qu'un jour il y parviendra. C'est l'enjeu premier du commerce équitable s'il veut qu'un jour il ne soit plus nécessaire de rattacher le terme équitable à celui de commerce, l'Homme ayant repris la place qui lui est due au centre de celui-ci. Mais ça, c'est le rêve, la vision et il faut bien admettre que nous sommes bien loin de l'avoir réalisée, même dans ces formes de commerce qui se disent équitables.

Commerce équitable et développement durable¹

*Par Véronique Bisaillon,
M. SC. En sciences de l'Environnement, coordinatrice de la CRSDD*

Aujourd'hui pensé comme une alternative au système commercial international dont il dénonce les disfonctionnements (Le Velly, 2004), le commerce équitable est en fait le fruit de la convergence de diverses initiatives locales de commerce alternatif initialement orientées vers l'amélioration des conditions de vie des défavorisés, la charité ou la solidarité. Le commerce équitable doit ainsi être envisagé comme un mouvement pluriel aux origines caritatives, politiques, militantes notamment. Dans les années 1980, si la professionnalisation des réseaux de magasins du monde, l'incursion des produits équitables dans le secteur alimentaire ainsi que la mise sur pied d'une stratégie de labellisation ont résolument inséré le commerce équitable dans le marché conventionnel, ce dernier est maintenant tout autant instrumentalisé par le commerce équitable qui poursuit des objectifs politiques et sociaux. Depuis une quinzaine d'années, le mouvement équitable s'est renouvelé en intégrant les concepts de développement durable et de soutenabilité (Low et Davenport, 2005) si bien qu'il symbolise maintenant l'aboutissement d'un système commercial en accord avec le développement durable. Mon mémoire de maîtrise, déposé en aout 2007, porte sur l'étude des contributions et des limites du commerce équitable au développement durable. Plus précisément, mes questions de recherche portent sur l'« équabilité » du commerce équitable de même que sur le modèle de développement sur lequel il s'est historiquement développé, celui de la spécialisation primaire, qui pose d'importantes limites en termes de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire.

Considérant l'ampleur de la tâche, j'ai privilégié une approche de recherche qualitative, sur deux fronts : celui de la *formalisation* des principes qui s'appuie sur une analyse documentaire et celui de l'*opérationnalisation* des principes qui s'appuie sur le cas d'une fédération de producteurs de café au Chiapas où j'ai séjourné pendant deux mois et demi et l'analyse des représentations sociales elle-même menée sur 28 entrevues réalisées lors de mon séjour avec des

producteurs, des employés de l'organisation et des certificateurs.

En ce qui a trait à la formalisation des principes équitables au regard des principes du développement de Rio, j'ai mis en évidence un point de tension majeur entre les premiers et les seconds. Alors que les principes de Rio appréhendent le commerce équitable et le système commercial international comme un système immuable, le commerce équitable est en contrepartie clairement orienté vers la transformation des règles du commerce international, se basant sur la prémissse que celui-ci est fondamentalement inéquitable et générateur d'iniquités. D'un point de vue théorique, le commerce équitable envisage donc l'économie comme devant être au service de l'humain, élément qui n'est pas clairement exprimé dans les principes de Rio.

Du côté de l'opérationnalisation des principes, nous avons montré d'importantes déficiences à commencer par une connaissance insuffisance des principes équitables par les producteurs et les leaders de leur organisation. Bien souvent, le commerce équitable est réduit à un segment de marché dont on ne connaît que le meilleur prix, un prix soi-disant juste qui est par ailleurs de plus en plus critiqué par les producteurs au fur et à mesure que les coûts de production et de certification augmentent. L'application de l'ensemble des principes économiques, sociaux et environnementaux est de façon générale beaucoup plus nuancée que ce que les promoteurs du commerce équitable laissent croire tout autant qu'elle soulève souvent des difficultés qui peuvent être liées au contexte socio-politique, à des considérations purement logistiques ou à des difficultés de compréhension de la part des producteurs. En conséquence, les impacts du commerce équitable sur le terrain en termes de développement sont souvent subtils et discrets. On note d'importantes avancées en ce qui a trait à la formation des producteurs et du rehaussement de leur estime personnelle ainsi qu'en ce qui concerne la consolidation économique des organisations, mais un rayonne-

ment très faible à l'échelle des communautés par exemple. Mais surtout, l'étude des impacts du commerce équitable nous oblige à considérer d'autres facteurs dont l'adhésion des organisations et des producteurs aux principes de l'agriculture biologique ainsi que l'influence de l'Église et du mouvement coopératif par exemple. Si d'un point de vue théorique, l'équité occupe une place centrale pour le mouvement du commerce équitable, dans la pratique, notre recherche montre que l'équité est loin de consister un objectif, un moyen ou même une condition : tout au plus constitue-t-elle une *illusion*. Nous avons mis en lumière plusieurs problèmes d'équité liés à la géométrie variable de ce système qui est plus exigeants pour les producteurs du Sud qu'il ne l'est pour les acteurs du Nord, à sa gouvernance qui favorise la représentation des acteurs du Nord, même si cette situation tend à changer, et à son insuccès à mettre en place un commerce où il y aurait un partage effectivement plus équitable de la valeur entre les acteurs du Sud et du Nord. D'autre part, en ce qui concerne le modèle de développement que pro-

met le commerce équitable pour les petits producteurs, nous avons vu qu'il constituait bien davantage un simple véhicule d'insertion dans le marché conventionnel où la qualité occupe une place centrale qu'un nouveau partenariat commercial. Le commerce équitable ne propose pas un véritable renouvellement du modèle de développement. Sans nier les impacts positifs du commerce équitable sur l'amélioration des conditions de vie des producteurs, il apparaît en somme constituer une simple courroie de transmission du développement un peu plus avantageuse que ne l'est le commerce conventionnel, mais dont les fondements ne sont pas très différents d'une conception conservatrice du développement durable où le développement est parfaitement arrimé à la croissance économique.

¹Ce texte constitue le résumé du mémoire de Véronique Bisaillon déposé au programme de maîtrise en sciences de l'environnement en septembre 2007 et intitulé *Commerce équitable et développement durable : le cas d'une organisation de producteurs de café au Chiapas*.

Le site internet du mois

<http://www.guidedesachatsdurables.be/fr/sociaux.html>

Ce site internet européen présente un catalogue de produits écologiques et fabriqués dans des conditions sociales respectueuses (ex : le droit à la liberté syndicale, le droit d'organisation et de négociation collective de négociation, l'interdiction du travail forcé, etc.) Vous trouverez, des recommandations sur un groupe de produits (ex : appareils ménagers, combustibles, fournitures de bureau, matériel d'emballage, véhicule, etc.) et ensuite sur un produit spécifique (ex : lave-vaisselle, carburant pour véhicule, papier et carton).

Ce guide des achats durables est sans contredit un outil précieux qui facilite l'achat de produits écologiques et socialement responsables tout en fournissant de précieuses indications sur l'utilisation de ces produits et/ou le traitement des déchets générés par ceux-ci. Ainsi, on nous mentionne que l'achat d'ampoules économiques ne sera pas très efficace si l'on laisse la lumière allumée toute la nuit dans certains locaux ou couloirs.

Bonne visite!

Bio, équitable... Qu'est-ce que ça change ?

Par Alice Friser,

Candidate à la Maîtrise en sciences de l'Environnement, Adjointe de recherche à la CRSDD

Babubhai n'y croyait pas. Peu de temps après avoir intégré Agrocel Pure and Fair Cotton Growers'Association (APFCGA), la première coopérative de coton équitable et biologique de l'état du Gujarat en Inde, ce producteur a vu sa production doubler en réduisant ses coûts, et sans utiliser de pesticide. Pourtant, comme la plupart des producteurs de la région, il ne parle pas anglais, n'a jamais quitté son village et ne sait ni lire ni écrire. Alors comment a-t-il connu les principes du commerce équitable et de l'agriculture biologique ?

Comme Babubhai autrefois, les Indiens sont nombreux à ne plus se faire d'illusion. Les temps sont durs pour les producteurs de coton. Poussés dès les années 1970 à user d'intrants chimiques et d'OGM pour une croissance salvatrice, Africains, Indiens, Chinois et Américains ont rapidement créé une offre de coton supérieure à la demande. Incidemment, cela a entraîné la chute du prix sur le marché mondial et une concurrence sévère entre ses principaux acteurs. Pour survivre, les producteurs doivent alors s'endetter pour acheter davantage de produits chimiques en vue d'accroître leur production, aux dépens de leur santé et de l'environnement. Souvent, ils en sont même réduits à l'abandon de leurs terres, devenues arides. Parfois, ils en viennent au suicide. En Inde, troisième producteur mondial, plus de dix millions de personnes vivent de la culture du coton. Celle-ci nécessite près de la moitié des pesticides utilisés à l'échelle nationale.

Étant donné la multiplication d'ONG sur le sol indien, on suppose aisément l'existence d'un mouvement érigé pour soutenir ces opprimés. Il n'en est rien. Malgré un climat propice au syndicalisme consécutif à son indépendance, l'Inde souffre d'un manque de cohésion sociale et de la pérennité du système de castes. Nombreux sont ceux qui acceptent leur condition sans broncher, se méfient des castes différentes de

la leur, ou qui pensent que les mouvements sociaux sont élitistes. Sans oublier que la majorité de la population est illétrée et n'a pas conscience des droits et des choix dont elle dispose.

C'est dans ce contexte que l'entreprise indienne Agrocel intervient dans les années 1990. Au début, il s'agit d'offrir aux producteurs une assistance technique gratuite sur demande. Plus de douze centres sont alors créés dans le pays. En 2000, l'entreprise s'intéresse à l'agriculture biologique et forme un groupe de producteurs de la région de Kutch, dans le Gujarat. Quatre ans plus tard, ils sont initiés au commerce équitable pour finalement créer APFCGA sous la supervision d'Agrocel. De 50 membres au départ, ils sont aujourd'hui plus de 450, et les candidatures affluent. Néanmoins, la participation de ces derniers n'a pas été évidente, même si l'entreprise a toujours garanti un soutien continu. Sceptiques ou désabusés, ils ne marchaient pas. C'est la témérité de quelques producteurs qui a permis au projet de voir le jour, et la présence de résultats qui a ensuite incité les autres à se lancer.

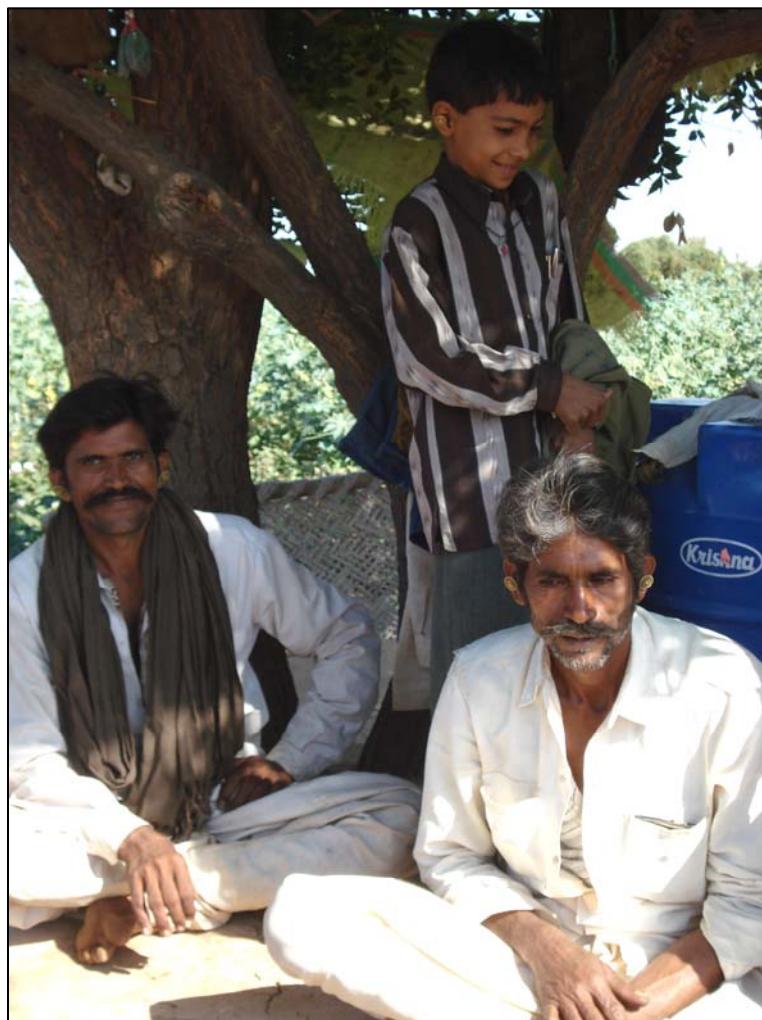
Concrètement, c'est l'agriculture biologique qui a le plus d'impact sur la vie de ces producteurs. Après avoir changé nombre de leurs pratiques et accru leurs efforts, ces derniers ont pu apprécier une production plus importante, une prime au kilogramme, une qualité des sols accrue et une réduction de leurs coûts. Mais le commerce équitable n'est pas en reste : bien sûr les producteurs bénéficient de la création de la coopérative, puis d'un prix minimum fixe au kilogramme auquel s'ajoute une prime versable à la communauté pour des projets de développement. Mais ils participent aussi à un comité décisionnel qui a l'avantage de faire naître pour la première fois un dialogue et une solidarité entre des producteurs éloignés les uns des autres.

Aujourd'hui, les producteurs sont en mesure de dire que le prix minimum équitable ne suffit pas. Ils ont même décidé de dépasser les conditions requises pour conserver leur certification en créant un comité décisionnel réservé aux femmes et en développant de nouveaux emplois dans les villages.

Toutefois, les producteurs n'ont pas le sentiment d'appartenir au mouvement équitable ou biologique. Pour eux, l'instigateur de ces initiatives et donc des changements engendrés, c'est Agrocel. L'entreprise y travaille, consciente de la dépendance actuelle des producteurs à son égard et des possibles dangers que cela pourrait entraîner dans l'avenir. Néanmoins, le test a été concluant car elle a récemment permis à une nouvelle coopérative équi-

table de voir le jour dans l'état de l'Orissa et à plus de quinze groupes de producteurs d'obtenir la certification biologique.

Une coopérative équitable n'est pas toujours l'initiative de producteurs mécontents. Mais une fois implantée, elle permet au producteur comme au consommateur de connaître les défauts de la chaîne conventionnelle et de développer de solides revendications. Ainsi, les producteurs de coton et d'autres filières ont tout à gagner en s'associant et en adoptant des techniques d'agriculture biologique. Dans cette optique, le rôle joué par des entreprises locales est primordial, à condition d'éviter une relation de dépendance. Sinon, de quel développement durable s'agirait-il?



Comme son père et son grand-père, Babubhai (à droite) est producteur de coton ; son fils lui, aspire à devenir professeur, un rêve qui pourrait devenir réalité.

Photographie: Alice Friser.

Développement Durable...

Le 25 octobre dernier, la Chaire a présenté ses commentaires aux Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable du Québec où elle y a déposé un mémoire.

Pour de plus amples informations, pour consulter le mémoire ou pour visionner l'intervention de la délégation de la Chaire visiter notre site:

www.crsdd.uqam.ca



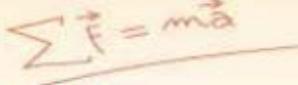
Les membres de la délégation de la Chaire à l'assemblée nationale du Québec.
De gauche à droite: François Décary-Gilardeau, Manal El Abboubi, Chantal Hervieux, Corinne Gendron et Annie Rochette.

Invitation...

En collaboration avec le Consulat général de France,
le Collège Laflèche vous invite à son



Bar des Sciences



organisé par les étudiants
en Sciences, Lettres et Arts

INVITATION



**ASSISTONS-NOUS ACTUELLEMENT À UNE
RÉCUPÉRATION DE LA CAUSE ENVIRONNEMENTALE?**

INVITÉS :

- M. Michaël Fournier, ingénieur et chercheur dans le domaine de l'énergie
Équiterre
- Mme Corinne Gendron, Ph. D, sociologue et professeure en Sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal (UQAM)
- M. Scott McKay, chef
Parti vert du Québec
- M. Claude Poudrier, éducateur en environnement
Commission scolaire du Chemin-du-Roy
- M. François Thiboutôt, journaliste chroniqueur en environnement,
L'émission « Salut Bonjour »
- M. André Turmel, avocat associé principal
Cabinet Fasken Martineau DuMoulin



DATE : Jeudi 1^{er} novembre 2007, de 13 h à 15 h 30

ENDROIT : Salle Hubert-Reeves du Collège Laflèche

POUR INFORMATION :

M. Martin Lepage, responsable
Tél. : 819 375.1049, poste 244 / Courriel : martin.lepage@clafleche.qc.ca



Dans le cadre des **Rendez-vous** du Collège Laflèche

El comercio justo: no hay mal que por bien no venga

Par Ana Isabel Otero

Se ha hablado mucho del comercio justo en los últimos años. Los comentarios de aquellos que trabajan fuera del sistema, e incluso en ocasiones dentro de éste, suelen ser poco alentadores: que si recrean el mismo esquema de dominación Norte-Sur, que si favorece la agricultura de exportación poniendo en peligro la agricultura de subsistencia, que si las instancias internacionales ejercen un sistema monopólico y no reconocen otros sistemas similares, que si el precio justo no es tan justo...la lista podría ser interminable y los argumentos desgraciadamente acertados.

El comercio justo empezó con buenas intenciones. La idea era salir del sistema de caridad para darle valor al trabajo de los pequeños productores del Sur. En su libro *La Aventura del comercio justo*, Nico Roozen y Frans van der Hoff, se muestran llenos de optimismo ante la nueva posibilidad que se abre ante los productores. Según sus argumentos, el apoyo a los productores para su inserción en el mercado en condiciones de igualdad era una vía más prometedora para la superación de la pobreza que la simple cooperación internacional. A lo largo de su evolución, los actores del comercio justo optaron por darle a este sistema un doble objetivo: contribuir al desarrollo sostenible, por un lado, y volver el sistema comercial más igualitario¹. ¿Qué se puede decir del balance general del comercio justo veinte años después, tomando en cuenta estos dos objetivos?

Al parecer el balance no es del todo positivo. El ideal de buscar la justicia en el sistema comercial está muy lejos de lograrse. No sólo el comercio justo ha tenido poca influencia real en el ámbito comercial internacional, sino que además en los últimos años algunos actores han optado por reproducir los mismos esquemas de dominación de sistema convencional. En cuanto al desarrollo sustentable, dicho concepto se ha convertido más en un discurso que en un proceso real. ¿Qué ha pasado? ¿En qué momento se perdieron los ideales?

La razón de base es que existen actores que han alterado las prioridades dentro del sistema. Si bien en un principio el productor encabezaba la lista de preocupaciones, parece que es ahora el consumidor promedio quien es el centro de atención. Con la idea de aumentar el volumen de ventas, la mayoría de los actores del Norte optaron por utilizar las grandes superficies como medio de distribución. De esta manera, el consumidor promedio tendrá acceso a los productos de comercio justo. Sin embargo, este mecanismo requiere de un sistema de garantía bien establecido. El proceso de certificación se convierte así en un elemento clave del comercio justo. Teniendo siempre en mente ganar la confianza del consumidor, la agencia de certificación FLO ha dedicado su energía y sus recursos a fortalecer los procesos de verificación. El resultado ha sido la creación de una estructura rígida e impermeable relegando la participación de los mismos productores. Dicha estructura ha impuesto además un gran lastre a estos últimos, que deben no sólo adecuarse a una serie de criterios establecidos sin su consentimiento, sino que desde 2004 pagan la verificación. Ahora bien, es necesario darle su crédito a FLO, que a lo largo del presente año ha hecho grandes esfuerzos para volver su estructura más democrática y fomentar la participación de los todos los actores de este sistema.

Ya bien dicen que no hay mal que por bien no venga. La misma evolución de la certificación de FLO en el comercio justo ha impulsado a los productores a unirse y a crear sus propias redes locales y regionales. Sin hablar de un comercio justo "Sur-Sur", donde aún queda mucho camino por recorrer, la gran ventaja de organización regionales es que los productores crean estructuras mejor adaptadas a la realidad local, además de fortalecer sus capacidades de organización y de negociación.

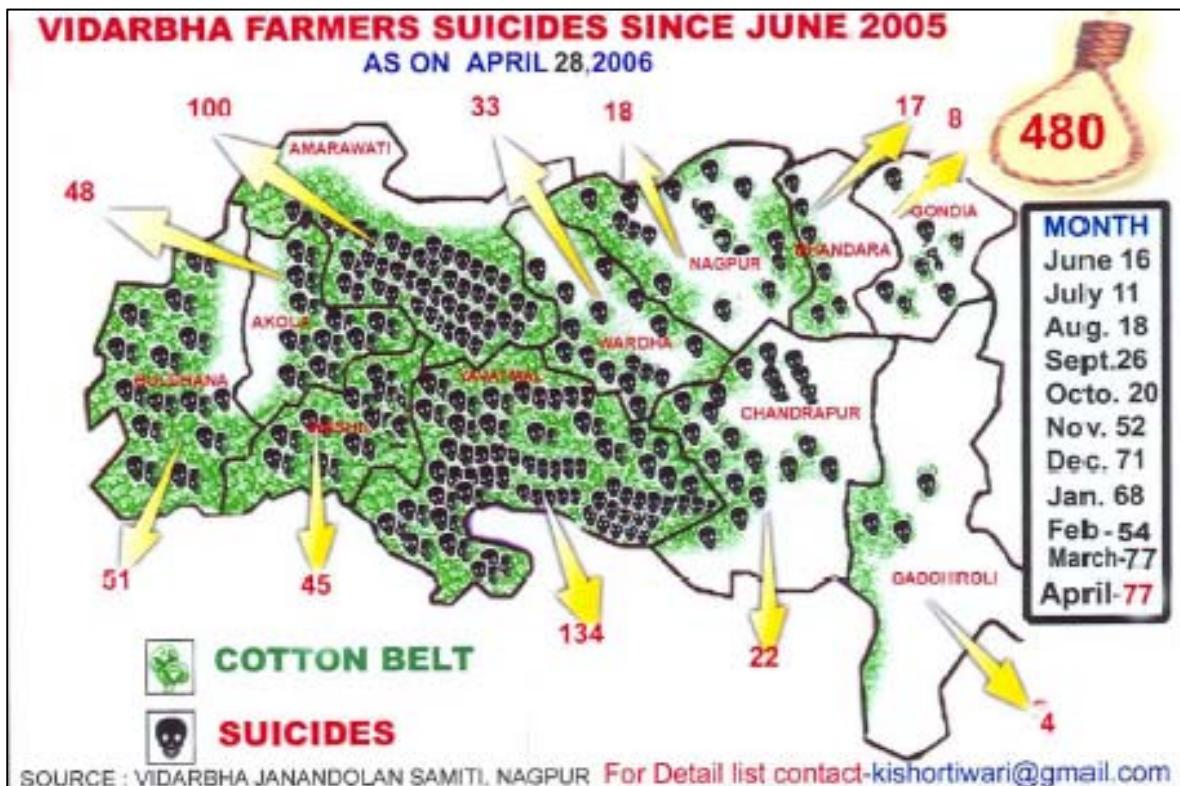
Un ejemplo de esta trayectoria lo representa la Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de

Pequeños Productores de Comercio Justo, CLAC². Esta organización ha logrado, entre otras cosas, proponer un sistema de toma de decisiones abierto a la participación de sus miembros. Sin afirmar que la presión ejercida por la CLAC es la razón única para la apertura gradual de FLO, esta organización está a la base de un proceso de tomas de decisiones más abierto en esta agencia internacional de certificación.

De esta manera, los diferentes obstáculos que han enfrentado los productores se han convertido en oportunidades para darle un nuevo giro y un nuevo impulso al comercio justo.

¹Según la definición oficial establecida por FI-NE, <http://www.maketradefair.com/es/index.php?file=20082002125015.htm>

²<http://www.claccomerciojusto.org/index.html>



Document remis par M. Kishor Tiwari à Julien Boucher, auteur de l'article page 19, lors de leur rencontre en novembre 2006, lorsque le nombre de suicides chez les producteurs de coton du district venait de dépasser les 1000 personnes...

Il faut en parler...

Par Julien Boucher,

Candidat à la Maîtrise en sciences de l'Environnement, adjoint de recherche à la CRSDD

Après plus de deux mois en terre indienne pour étudier une filière de textile équitable et biologique, j'ai enfin pu goûter à l'atmosphère de l'un des fameux trains de nuits qui sillonnent le pays à l'année longue. Vestige de l'ère coloniale, le gigantesque réseau ferré indien fait encore aujourd'hui la fierté de la population locale, la joie de touristes à la recherche de folklore mais aussi le désespoir des autres, davantage tournés vers le confort. Durant les 14 heures qui auront été nécessaires au *Trishatabdi Express* pour couvrir les quelques 450 Km séparant Indore (Madhya Pradesh) de Nagpur (Maharashtra), j'ai ainsi eu la chance de me mêler aux autres passagers du wagon S1. En tant que voyageurs de seconde classe, nous n'avons pas droit au chauffage ni aux draps propres de la première classe; mais pour 286 roupies (environ 7\$CAN) nul ne fera la fine bouche. Après une ou deux parties d'un jeu de cartes dont je cherche encore à comprendre les règles et un bref repas, le wagon S1 s'est tout doucement mué en un immense dortoir : j'ai hérité pour ma part d'une couchette située juste sous le plafond. Sur un peu plus de 6 m², 8 personnes peuvent ainsi s'étendre. Avec plusieurs centaines de millions d'utilisateurs chaque année, l'*Indian Railway* se doit en effet d'optimiser toute la place disponible.

Peu habitué à ce genre de voyage, je n'ai rien prévu pour passer la nuit et j'observe donc, en-vieux, mes voisins déballer draps et couvertures dont je comprends très vite, et à mes dépends, qu'ils sont essentiels au bien-être du voyageur nocturne. La luminosité diminue doucement en même temps que la température et le bruit régulier du train s'estompent peu à peu derrière les ronflements et les quintes de toux de mes compagnons d'une nuit. Les heures s'égrènent et je ne trouve que difficilement le sommeil. Le froid m'étonne autant qu'il m'incommode. Et dire que je passe l'essentiel de mes journées à la recherche d'un peu de fraîcheur...encore un paradoxe indien. Me recroquevillant davantage sous mon gilet, je visse les écouteurs de mon walkman sur mes oreilles et décide de faire un petit bilan des quelques semaines que je viens de passer ici.

Après une (difficile) période d'adaptation dans la mégapole Mumbai, j'ai commencé mon observation par l'usine de confection textile d'Umaragaon, située à la frontière du Maharashtra et du Gujarat. La semaine y fut bien remplie avec de multiples entrevues me permettant de me forger une première idée sur les bienfaits réels de cette filière de vêtements équitables et biologiques. Bien qu'ayant de nombreux souvenirs de mon séjour au sein de cet atelier, cette période, pourtant récente, me paraissait déjà être d'un autre temps. La suite de mon séjour aura en effet dépassé toutes mes espérances.

Rejoignant Indore par avion, après une deuxième escale beaucoup plus supportable à Mumbai, j'ai pris contact avec l'entreprise qui gère la production et la commercialisation du coton biologique, ce même coton que les tailleurs de l'atelier travaillaient sous mes yeux quelques jours auparavant. Remontant peu à peu la filière, je me suis retrouvé dans le petit village de Lohari, à une centaine de kilomètres au sud-ouest d'Indore. En compagnie de l'équipe chargée d'encadrer les fermiers participant au projet, j'ai eu la chance de silloner la région à moto afin de visiter et de rencontrer une quarantaine de cultivateurs. Si mon arrivée en Inde fut un choc que dire alors de mon immersion dans cette zone rurale où la plupart de gens ne parlent pas l'hindi et encore moins l'anglais. L'accueil fut très chaleureux et entre deux thés Chaï, j'ai pu enfin personnaliser et comprendre un peu mieux le quotidien des petits producteurs pour lesquels je venais de parcourir 12 000 Km. Leurs conditions de vie, bien que très rudimentaires, m'ont parues plutôt bonnes mais je me suis bien vite rendu compte que quelque chose clochait : il s'agissait de mon premier et unique contact avec le milieu agricole indien et je ne disposais d'aucun point de comparaison. Bien sûr, on me répétait 10 fois par jour que la conversion au bio, en plus de restaurer l'intégrité des sols et de préserver la santé des fermiers, leur permettait de faire des économies très substantielles du fait de la réduction de leurs coûts de production. Je ne devais cependant pas

oublier que, faute de mieux, mon traducteur était aussi le coordinateur en chef du projet....Cherchant un moyen de pondérer quelque peu les propos et les données recueillies, la solution s'est imposée d'elle-même grâce à la lecture assidue de la presse indienne, notamment le *Times of India* et *The Hindustan Times*. Presque quotidiennement, il y était question d'une vague de suicides sans précédent parmi les cultivateurs de coton du district de Vidarbha dont Nagpur est la capitale. Une organisation représentant les fermiers, *Vidarbha Jan Andolan Samiti* (VJAS), portait ce combat haut et fort dans les médias et c'est naturellement que j'ai contacté cette organisation afin de les rencontrer. Il m'apparaissait impensable de venir jusqu'ici pour comprendre un peu mieux la culture du coton en Inde et laisser passer l'opportunité de me confronter à ce drame humain d'une ampleur déconcertante.

Mon séjour exploratoire arrivait à son terme et j'ai du m'activer pour achever mes entrevues à Indore, trouver un hôtel à Nagpur, me procurer mon billet de train et, surtout, fixer un rendez-vous avec M. Kishor Tiwari, en charge de VJAS. J'avais tout prévu sauf...sauf des couvertures pour le *Trishatabdi Express*...

Arrivé avec deux heures et demi de retard à Nagpur ce qui, d'après mon expérience, n'est pas si mal, j'ai tout de même eu droit à un peu de repos et de préparation avant de rencontrer M. Tiwari. Cet homme, ingénieur de formation et décidé à protéger sa communauté d'origine, me reçoit dès le lendemain à son domicile. Il revient à peine de Delhi où il vient de participer à un rassemblement d'agriculteurs dont l'objectif est de faire pression sur le gouvernement. Il est accompagné par M. Jaideep Hardikar, journaliste qui couvre la lente descente aux enfers des fermiers de Vidarbha depuis maintenant 7 ans. Nous entrons directement dans le vif du sujet. La situation paraît encore plus grave que je ne l'imaginais. La succession d'événements ayant mené tant de fermiers à la mort est d'un fatalisme tout ce qu'il y a de plus décourageant.

Dès les années 60, le gouvernement indien a incité les paysans à utiliser de plus en plus d'intrants chimiques afin d'effectuer le virage vers la *révolution verte* : la souveraineté alimentaire du pays était en jeu. En quelques

années « la révolution verte a fait des fermiers locaux des fermiers chimiquement dépendants » déplore M. Tiwari. Contrôlé par de très puissants lobbies, le prix des intrants chimiques n'a par la suite eu de cesse d'augmenter. Cette inflation a pris, ces dernières années, une tournure dramatique avec des augmentations allant parfois jusqu'à 300%¹! Parallèlement à cette hausse des coûts, le prix du coton sur le marché mondial n'a cessé de baisser. Les subventions gouvernementales de certains pays du Nord font ainsi peser sur les fermiers de Vidarbha une pression insoutenable : « 25 000 cultivateurs de coton américains ont perçus près de 5 milliards \$US l'année dernière. Rien que dans les 5 ou 6 districts environnants, nous avons 1.5 millions de familles, directement dépendantes de la culture du coton. Nous ne faisons pas le poids. Nous sommes témoins de quelques chose ici : le suicide des fermiers, c'est l'histoire des très grandes disparités associées au marché global » assure Jaideep Hardikar.

L'élément déclencheur de cette vague de suicides sera pourtant venu du gouvernement de l'État du Maharashtra. C'est lui qui fixe chaque année le prix d'achat du quintal de coton. Dernièrement le ministère de l'agriculture a décidé de fixer ce prix à un peu moins de 2000 roupies/quintal...bien loin des 2700 roupies promises quelques mois auparavant mais surtout bien en deçà du coût de production. M. Kishor Tiwari applique une pression constante sur le gouvernement afin de revoir ce prix à la hausse mais ne se fait aucune illusion : « leurs caisses sont complètement vides ». Au final, incapable de rembourser les dettes qu'ils ont inévitablement contractées auprès des *money lenders*, lesquels pratiquent des taux usuriers exorbitants, les fermiers passent à l'acte de la plus symbolique des manières : en ingurgitant les pesticides qui les empoisonnent depuis si longtemps.

Le contraste avec la situation que je viens d'étudier au Madhya Pradesh² est si fort que je m'enquiers alors de l'existence de projet de coton biologique dans le district de Vidarbha : ne serait-ce pas une solution? La réponse est sans équivoque. Il y a des projets de coton biologique dans la région mais cela ne résout pas tous les problèmes. Les 3 ans de transition du conventionnel vers le biologique, sans la

prime du biologique ni la forte productivité de l'agriculture conventionnelle, sont insoutenables pour des fermiers déjà très précarisés. De plus, comme me l'indique Jaideep Hardikar, « il faut faire très attention à ce que l'agriculture biologique ne devienne pas un lobby biologique. Remplacer un lobby par un autre ne règlera pas les problèmes »...J'étais venu à Nagpur chercher un autre son de cloche, j'étais servi.

L'entretien s'est terminé tard dans la soirée et m'aura laissé perplexe quant à mes recherches. Pressé par le temps, je n'ai malheureusement pas eu l'occasion de rencontrer les premiers intéressés mais mes deux interlocuteurs m'en auront brossé un portrait édifiant. Naïf, je leur demande finalement ce que je pourrais faire pour aider ne serait-ce qu'un peu. La réponse fuse : en parler! Il faut communiquer par rapport à ce drame qui n'en est finalement qu'un parmi tant d'autres. Si cette situation reste confinée à la presse indienne alors ce sera un échec.

Le lendemain, de retour vers Mumbai, je rumine encore cette rencontre riche d'enseignements. Sans remettre en cause les progrès bien tangibles que je venais d'observer tout au long de la filière de textile biologique et équitable que je venais d'étudier, c'est bel et bien de l'impact global du commerce équitable et de l'agriculture biologique que j'en venais à douter. Les

problématiques auxquelles sont confrontées les populations cibles de ces deux mouvements sont très particulières et sont d'autant plus complexes qu'elles trouvent leurs sources à de multiples échelles, s'inscrivant à la fois au niveau mondial, où les décisions de quelques pays développés peuvent suffire à mettre à genoux des millions de personnes; mais aussi au niveau local où une simple panne dans le système d'irrigation entraîne la destruction irrémédiable d'une année de labeur pour quelques familles déjà trop affaiblies. Mes questions se bousculent devant ce constat : la réussite de la filière que je suis venu observer est-elle reproductible partout et en tout temps ou bien n'a-t-elle été rendu possible que par l'alignement d'un concours de circonstances très favorables? Le commerce équitable et la consommation responsable sont-ils une réponse appropriée alors que les origines des disparités semblent bien en amont du simple acte de production ou d'achat?

Espérons simplement que j'aurai trouvé un embryon de réponses avant le dépôt de mon mémoire...

¹Comme il m'a été précisé lors de mon séjour au Madhya Pradesh, le prix du sac de 15 Kg d'Uréa, un engrais chimique très répandu pour la culture du coton, est passé de 80 roupies (environ 2\$CAN) en 2000 à 250 Roupies (environ 6\$CAN) en 2006.

²Les deux endroits visités ne sont distants que de 450 Km.

Note de l'auteur: À ma connaissance, la situation ne s'est guère améliorée pour les cultivateurs du district de Vidarbha durant l'année qui s'est écoulée. M. Kishor Tiwari continue malgré tout son combat. Étant sur le liste d'envoi de l'Association, c'est presque tout les jours que je reçois des courriels venant de Vidarbha Jan Andolan Samiti expliquant l'état des lieux. Vous pouvez obtenir plus d'informations sur cette association sur le site:

<http://vidarbhajanandolansamiti.blogspot.com/>

M. Jaideep Hardikar continue également ses travaux de journaliste. Vous pouvez consulter l'intégralité de ses articles et bien d'autres encore sur le site:

<http://www.indiatogether.org/>

**CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable**
ESG UQÀM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 6192
Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 4R2

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Visitez notre site Internet
www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique
crsdd@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédacteur en chef, mise en page : Julien Boucher.

Rédactrice-adjointe : Sophie Lévesque.

Collaborateurs : Véronique Bisaillon, Julien Boucher, Alice Friser, Corinne Gendron, Chantal Hervieux, Julie Lafontaine, Ana Isabel Otero, Caroline Mailloux.

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.crsdd.uqam.ca.